



17 septembre 2020 journée nationale interprofessionnelle :

UN EMPLOI POUR TOUTES ET TOUS !

L'ETAT AUX CHEVETS DES ENTREPRISES MAIS PAS DES SALARIÉS

Alors que la crise sanitaire et économique frappe les travailleurs à commencer par les plus précaires, l'état choisit de distribuer des primes aux entreprises qui licencient. Le montant des aides cumulés au patronat s'élève à 100 000 000 000€ et ceci sans contreparties sociales. L'état sponsorise le patronat, creuse la dette sociale et détruit les emplois. Malgré ces aides colossales annoncées dont le MEDEF se réjouit, l'UNEDIC annonce la prévision de 900 000 destructions d'emploi.

Nous sommes face à une dilapidation de notre argent. La CGT refuse cela. Les salariés sont légitimes à décider de l'utilisation de leur argent. Nous revendiquons que dans chaque entreprise et administration ayant bénéficiés d'argent public que les salariés privés comme public puissent décider de son utilisation. Car seul ce schéma permettra la garantie d'une utilisation sociale qui préserve l'emploi et l'ensemble des intérêts des salariés.



CHANTAGE A L'EMPLOI ET BAISSSE DES SALAIRES !

REFUSONS DE PAYER LEUR CRISE !

La crise du Covid est un accélérateur et un amplificateur des plans de restructuration initialement prévu par les entreprises. Les plans de suppressions d'emplois pullulent même dans les secteurs ayant reçu un soutien massif de l'état : l'aéronautique, le bâtiment, le commerce....etc

600 000 emplois ont été supprimés depuis le début de l'année en parallèle des 100 milliards donnés au patronat cela revient à financer 165 000€ de subvention publique par emploi supprimé !

Refusons le chantage à l'emploi des APC !! Refusons les baisses des salaires d'une crise dont nous ne sommes en rien responsables ! Mais à quoi sert un emploi si celui-ci ne nous permet plus de vivre ? Comment accepter que durant des mois voire des années notre salaire soit réduit, nous mettant ainsi en difficulté ?

L'urgence est sociale !! Il est temps et nécessaire d'interdire les licenciements des entreprises subventionnées. La réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires sont une nécessité pour permettre de maintenir les emplois et d'en créer. Augmenter la protection sociale en taxant les entreprises doit être une priorité de l'Etat !

INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

Telle est l'ambition de la CGT. Et c'est le sens de l'appel qu'elle lance ce 17 septembre 2020. A travers cette journée de grève et de manifestation, la CGT appelle les salariés du département à se rassembler dans leur entreprises et administration en assemblée générale pour décider de leur avenir et de ce qui est bon pour eux-mêmes !

LE 17 SEPTEMBRE 2020 : TOUTES ET TOUS EN GREVE POUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES

RDV 10H00 Place Arnaud Bernard